



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 14/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SIBELCO France**

Blomont, Blomont-les-Roches, Les Fourches-au-Vril et Roche-Cailleau  
77760 LARCHANT

Références : E/220909

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2022 dans l'établissement SIBELCO France implanté Blomont, Blomont-les-Roches, Les Fourches-au-Vril et Roche-Cailleau 77760 LARCHANT. L'inspection a été annoncée le 02/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIBELCO France
- Blomont, Blomont-les-Roches, Les Fourches-au-Vril et Roche-Cailleau 77760 LARCHANT
- Code AIOT dans GUN : 0006506572
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Par arrêté préfectoral n° 00 DAI 2M 060 du 13 juillet 2000, la société SIFRACO, devenue SIBELCO France en 2009, est autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables, sablons et grès industriels, d'une superficie de 26 ha 05 a 61 ca, sur le territoire de la commune de Larchant, aux lieux-dits « Blomont », « Blomont-les-Roches », « Les Fourches-au-Vril » et « Roche-Cailleau ».

Cette autorisation d'exploiter accordée pour une durée de 30 ans a été prolongée jusqu'au 4 décembre 2032 par arrêté préfectoral n° 07/DAIDD/M/021 du 3 septembre 2007.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Décapage des terrains
- Remblayage de la carrière
- Déchets produits par la carrière
- Plan de gestion des déchets d'extraction

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-6	/	Sans objet
Élimination des produits polluants	Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-11	/	Sans objet
Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-13	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article IV-6	/	Sans objet
Stockage des déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis plusieurs années, la carrière est exploitée sur une période n'excédant pas un mois par an avec une production annuelle d'extraction de matériaux réduite.

L'ensemble du site est bien entretenu.

Le décapage des terrains et la gestion des déchets d'extraction sont réalisés de manière satisfaisante.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Technique de décapage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Décapage des terrains
<b>Prescription contrôlée :</b> Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.  Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.  Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à deux mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées. Cette hauteur peut être dépassée exceptionnellement sur une durée n'excédant pas 3 mois.
<b>Constats :</b> Ces dernières années, la quantité de matériaux extraits est inférieure à 5 000 tonnes/an et les travaux d'exploitation de la carrière s'effectuent sur une période n'excédant pas un mois.  Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Les terres végétales et les stériles de découverte sont décapés sélectivement et utilisés intégralement pour la remise en état du site. Les merlons périphériques constituent des stocks de terres de découverte pendant une durée supérieure à trois ans. Ces merlons sont végétalisés et ont une hauteur inférieure à 2 mètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Élimination des produits polluants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et produits polluants résultant du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation.
<b>Constats :</b> L'exploitation de la carrière ne produit pas de déchets autres que les déchets inertes d'extraction qui sont valorisés dans le cadre de la remise en état du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Remblayage de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article III-13
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b> Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.  Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc.  Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée. L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.  Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi,</li><li>- il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet,</li><li>- il vérifie visuellement la nature des matériaux apportés,</li><li>- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé,</li><li>- le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.</li></ul> A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît que la nature n'est pas conforme aux prescriptions de cet article après le départ du véhicule peuvent être stockés sur une aire de dépôt tampon pendant une durée au plus égale à 48 heures. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés. Ces différentes opérations sont notées dans le registre susvisé.
<b>Constats :</b> Ces dix dernières années, l'exploitant n'a pas procédé à l'apport de matériaux d'origine extérieure pour le remblayage de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2000, article IV-6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles, dans les conditions techniques et économiques du moment.
<b>Constats :</b> L'exploitation de la carrière ne produit pas de déchets autres que les déchets inertes d'extraction qui sont valorisés dans le cadre de la remise en état du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Stockage des déchets d'extraction inertes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.  L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b> Actuellement, il n'existe pas de zones de stockage temporaires des déchets d'extraction, ni pour les terres végétales, ni pour les stériles de découverte. Les merlons périphériques représentent environ 1 500 m <sup>3</sup> de terres de découverte stockées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li><li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li><li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.</li></ul> Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
<b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets d'extraction inertes de la carrière de Blomont a été mis à jour en mars 2022. Ce plan de gestion est complet et présente de manière satisfaisante la caractérisation des déchets produits par l'extraction en carrière et le traitement des matériaux en usine, le stockage des déchets d'extraction et leur localisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet